

L'action publique en faveur de la transition  
énergétique

Victoire pour Biden  
et son plan pour le climat



***Les États-Unis viennent d'adopter le plus vaste plan de leur histoire en faveur de la transition énergétique. Les pays disposent de nombreux outils pour orienter leurs économies vers des énergies moins émettrices de gaz à effet de serre.***

## **L'actualité**

Le président des États-Unis, Joe Biden, a promulgué la semaine dernière la loi sur la réduction de l'inflation adoptée quelques jours plus tôt par le Congrès (l'équivalent du Parlement). Si elle comprend des mesures en faveur de la santé, son objectif est surtout de favoriser la transition énergétique du pays. Ainsi, sur une enveloppe de près de 440 milliards de dollars (433 milliards d'euros) de dépenses, 369 milliards de dollars sont destinés à la réduction des émissions de gaz à effet de serre de 40 % en 2030 par rapport à celles de 2005. Cette loi prévoit de nouvelles dépenses pour augmenter la capacité de fabrication d'éoliennes, de panneaux solaires ou encore de batteries ainsi que des crédits d'impôt permettant de renforcer l'efficacité énergétique des sites industriels, d'installer des panneaux solaires sur les logements ou encore d'acheter des véhicules électriques, y compris d'occasion. Les États-Unis sont les premiers producteurs mondiaux de pétrole et de gaz naturel, selon les données de l'EIA, l'agence publique américaine chargée de l'information sur l'énergie.

Il s'agit du plus grand plan d'investissement jamais engagé par le pays pour « faire face à la crise climatique » et renforcer la « sécurité énergétique » des États-Unis, selon la Maison-Blanche. La loi prévoit de financer ces mesures en grande partie à travers une augmentation des impôts des grandes entreprises, dont les bénéficiaires doivent être taxés au minimum à 15 %. Joe Biden a précisé qu'à l'heure actuelle, 55 grandes entreprises ne s'acquittent d'aucun impôt fédéral.

## **La transition énergétique**

La transition énergétique correspond à « **une volonté politique de modifier durablement les modes de production et de consommation de l'énergie, afin d'en limiter les impacts sur les milieux naturels** », expliquaient les chercheurs François-Mathieu Poupeau et Benoit Boutaud dans une étude publiée en 2021. Il s'agit de délaisser les énergies fossiles (charbon, pétrole, gaz naturel) et de favoriser les énergies renouvelables (solaire, éolien, etc.) tout en réduisant la consommation à travers l'efficacité énergétique (amélioration de la performance des bâtiments et des technologies) et la sobriété (changement des modes de vie). **La transition énergétique vise à lutter contre le changement climatique, en limitant les émissions de gaz à effet de serre (GES), et contre la pollution, par exemple celle liée aux particules fines.** Pour certains États comme la France, elle favorise aussi la souveraineté économique en réduisant leur dépendance aux importations de pétrole et de gaz.

## **L'action publique**

**La transition énergétique nécessite la mise en œuvre d'une politique pour transformer les comportements des agents économiques (entreprises et ménages).** Selon l'école keynésienne, issue de la pensée de l'économiste britannique John Maynard Keynes (1883-1946), la puissance publique est légitime à intervenir lorsqu'il existe des défaillances de marché, c'est-à-dire lorsque l'action des agents économiques n'aboutit pas à une situation optimale pour l'ensemble de la collectivité. Par exemple, les entreprises ont intérêt à accroître leur production pour augmenter leurs profits. De ce fait, elles augmentent leurs émissions de GES, dégradant ainsi le climat et s'opposant à l'intérêt général. La puissance publique dispose de divers moyens pour corriger cette situation. **Un gouvernement peut modifier sa politique budgétaire, par exemple en subventionnant le développement des énergies renouvelables, ou encore sa politique réglementaire, par exemple en changeant les normes thermiques des bâtiments.**

Les États-Unis sont le deuxième pays le plus émetteur de GES, après la Chine et devant l'UE, selon les données du Programme des Nations unies pour l'environnement. Toutefois, le classement des pays change lorsque l'on compare les émissions par habitant. Dans ce cas, les émissions des États-Unis sont deux fois supérieures à celles de la Chine ainsi qu'à celles de l'UE. **Les États-Unis et l'UE ont pour objectif d'atteindre la neutralité carbone, soit l'équilibre entre les émissions de CO2 et leur élimination de l'atmosphère, en 2050 et la Chine en 2060.**

## La tarification du carbone

« L'instrument le plus efficace pour la transition énergétique est l'instauration d'un prix unique du carbone, couvrant l'ensemble des émissions », affirmait l'économiste Jean-François Ouvrard dans une étude publiée en 2015.

La tarification du carbone peut prendre la forme d'une taxe carbone ou d'un marché du carbone. Dans ce système, les entreprises reçoivent une quantité prédéfinie de permis d'émission de gaz à effet de serre qu'elles peuvent acheter ou vendre entre elles.

Les États-Unis n'ont pas mis en place de taxe carbone et seuls trois de ses 50 États ont mis en place un marché du carbone. « Aux États-Unis, la résistance à la tarification du carbone reste forte : neuf projets de loi relatifs à une taxe sur le carbone présentés depuis 2018 n'ont pas réussi à obtenir l'assentiment du Congrès », regrettait dans une note publiée en 2021 Ian Parry, expert au département des finances publiques du FMI, un organisme chargé de garantir la stabilité financière mondiale.

## L'effet sur la croissance

Certains économistes comme Philippe Herlin estiment que la transition énergétique est récessive tandis que d'autres comme Jeremy Rifkin la perçoivent comme un formidable levier de croissance. Tout dépend des mesures et des hypothèses retenues par les modèles économiques, ces sortes de maquettes simplifiées de la vie économique qui permettent de simuler l'impact d'une politique donnée sur le PIB (production totale de biens et services).

Dans une étude publiée en 2011, le Conseil d'analyse stratégique, un organisme public devenu depuis France Stratégie, avait utilisé sept modèles qui parvenaient à des résultats sensiblement différents, certains prévoyant un recul du PIB tandis que d'autres s'attendaient à une hausse importante.

Dans une tribune publiée cet été dans le New York Times, Bill Gates, cofondateur de Microsoft et auteur d'un ouvrage sur le climat, insistait plutôt sur le *coût de l'inaction* : au-delà des catastrophes naturelles, il soulignait le risque pour les États-Unis « de prendre du retard alors que d'autres pays se précipitent pour construire leurs économies d'énergie propre ».

## Pour aller plus loin

### DÉFAILLANCES DE MARCHÉ

Le site de soutien scolaire Kartable présente les principales formes de défaillances de marché ainsi que les moyens pour les pouvoirs publics d'y faire face.

→ Lire la présentation.

Source : d'après <https://www.brief.eco/>